

Ligne de conduite – Parti vert-libéral Fribourg

approuvé

des membres fondateurs au 5.5.2009

Mise en valeur de la responsabilité, vivre en respectant son prochain et politiser

Nous voyons la politique comme base essentielle pour la réussite de notre vie commune et en société. Nous mettons en valeur notre responsabilité et nous tenons compte du fait que nos ressources naturelles et financières sont limitées. Le but est de garder en équilibre les trois éléments de base de la durabilité, c.-à-d. notre environnement, les prestations sociales et l'économie. Du fait que nous sommes dépendants d'un environnement et d'une situation financière sains, nous ne pouvons pas nous permettre de vivre aux dépens des générations futures. C'est pour cela que nous voulons aller au-delà du discours traditionnel gauche-droite.

Il appartient à l'Etat de poser les bases pour que les générations futures puissent vivre sans devoir payer nos dettes. Pour cela, nous voulons utiliser avant tout les instruments économiques appropriés et en particulier les taxes d'incitation qui doivent aboutir à la modération. Les interdits et les lois ne doivent être mis en places que de manière limitée. Il appartient aussi à l'Etat d'informer pro-activement et de manière transparente la population.

Nous désirons travailler nos idéaux dans un climat de respect mutuel en nous basant sur des faits. Les verts libéraux veulent une politique pertinente.

1 Environnement

Nous dépendons tous d'un environnement de qualité pour vivre. Nous comprenons la protection de l'environnement aussi en tant que protection de l'homme. Eviter les dommages irréversibles à l'environnement est une condition existentielle pour la survie de l'humanité. Nous désirons laisser à nos descendants un monde non seulement vivable, mais aussi de qualité. Les générations futures doivent aussi pouvoir goûter au bonheur de la vie et en profiter.

1.1 Energie et climat

Dans un but de durabilité, l'énergie doit être employée dans tous les domaines de manière efficiente et ne doit pas être gaspillée. L'énergie, qui n'est pas inépuisable, ne peut pas être produite de n'importe quelle manière. Notre société dépendra toujours de l'énergie, qui est une de nos principales ressources et qui doit être produite avec les technologies les plus modernes et les plus efficaces, en étant le plus neutre possible en matière de rejet de CO₂. Elle doit être basée sur des sources renouvelables et alternatives (mots-clés : énergie hydraulique, bois, solaire, vent, biogaz, géothermie, cogénération, hydrogène). L'Etat doit diriger ce développement avec des taxes d'incitations, la sensibilisation et la formation, qui doivent avoir la priorité sur les interdits. Ainsi, nous épargnons notre climat et le pétrole, précieux et limités, pour notre futur.

Les centrales nucléaires ne sont pas une solution à moyen et long terme, ni écologiquement, ni économiquement, de part le risque inhérent et le problème des déchets radioactifs. Il faut éviter la construction de nouvelles centrales nucléaires. La question du stockage des déchets radioactifs doit être abordée de manière coopérative. Du moment qu'une décision claire de sortie de toute création d'énergie à partir de systèmes qui génèrent des déchets radioactifs en grande quantité est prise, il faudra procéder à l'évaluation d'un endroit approprié pour le stockage définitif.

1.2 Air

Une bonne qualité de l'air est un élément essentiel pour notre existence et un élément clé de notre qualité de vie. Aussi, nous voulons que l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPair) soit respectée de manière conséquente (ozone, particules fines, hydrocarbures...). La taxe sur le CO₂ sur les carburants est urgente et son niveau doit pouvoir servir d'instrument de pilotage. Le centime climatique est de notre point de vue insuffisant.

1.3 Transport et aménagement du territoire

Le besoin en mobilité doit être réduit par le rapprochement de l'habitat, des loisirs et du travail. La mobilité, si importante à notre société, doit se faire de la manière la plus écologique possible. L'aménagement du territoire orienté vers l'écologie évite les erreurs de développement du trafic, ainsi que les dommages à l'environnement y découlant.

Une mobilité durable prenant en compte les coûts réels comprend aussi les coûts externes. En lieu et place de la construction de nouvelles routes, les transports publics doivent être encouragés de manière ciblée. La voiture doit être utilisée de manière responsable et modérée. Notre société moderne doit réduire la mobilité inutile dans tous les domaines. Le transport des marchandises doit être transféré de la route vers le rail afin que le trafic de camions n'augmente pas outre mesure, notamment pour les longues distances.

Le droit de recours des organisations est une approche pragmatique et efficace pour imposer le respect de la loi sur la protection de l'environnement.

1.4 Nature et agriculture

Nous voulons préserver la nature dans son état naturel, originel et libre, et maintenir la biodiversité. Nous voulons aussi réserver des zones d'habitats, des espaces de loisirs et des oasis verts. Les agglomérations doivent rester des zones attrayantes et harmonieuses, dans lesquelles il fait bon vivre et travailler.

Nous préconisons une agriculture écologique et sans technologie génétique, avec une protection appropriée de la faune qui est une source salubre de nourriture. Nous luttons contre les structures dépassées et nous nous engageons pour une agriculture qui fonctionne selon le mode : qualité au lieu de quantité.

Nous nous engageons pour une utilisation rationnelle de l'eau et nous soutenons la renaturalisation des eaux courantes.

2 Finance et économie

Nous voulons un Etat qui ne lègue pas une montagne de dettes à nos enfants. Il doit fonctionner comme une société moderne de services. Nous ne voulons pas d'un Etat providence qui résout systématiquement les problèmes de chacun. Ces derniers doivent assumer leur responsabilité personnelle. Nous voulons un Etat performant, concentré sur ses tâches principales, et notamment définissant les conditions cadre du marché et assurant la sécurité d'approvisionnement (p. ex. : transports publics, eaux, électricité). La privatisation des services de l'Etat doit être favorisée, mais avec prudence.

Nous attendons de nos dirigeants un comportement responsable et éthique envers la population et l'environnement.

L'Etat doit soutenir et promouvoir activement les PME et les spin-off innovantes (ex : avec des incitations comme la garantie contre les risques à l'innovation). Ainsi sera rendue possible une croissance qualitative et durable.

Une politique durable concerne aussi les finances. L'Etat doit équilibrer ses comptes et définir des priorités claires dans les dépenses. Le budget de l'Etat doit être assaini en renonçant de manière ciblée à des services. Le coefficient d'imposition ne doit pas être un tabou, il doit être stable à long terme et anticyclique. Nous voulons simplifier les systèmes financiers et nous voulons qu'ils tiennent compte des aspects écologiques.

3 Affaires sociales, formation et santé

3.1 Affaires sociales

Toute personne en difficulté doit recevoir le soutien dont elle a besoin pour vivre dignement. L'Etat doit promouvoir la prise en charge personnelle, la conscience de sa propre responsabilité, la solidarité et l'aide à son prochain, et ne doit pas ôter à l'individu ses propres responsabilités. Les aides de l'Etat doivent être employées avec modération et en mettant en valeur l'aide à sa propre prise en charge. Pour cela, il est nécessaire d'introduire les incitations adéquates.

3.2 Famille

Les enfants ne doivent pas encourir le risque de pauvreté. Il doit être possible de concilier famille et travail. Pour cela, différentes offres sont nécessaires, comme l'école à horaire continu, l'organisation de repas de midi, suffisamment de places dans les crèches, des prestations complémentaires pour les familles et plus de places de travail à taux partiels à tous les niveaux – aussi pour les hommes. L'Etat ne doit pas enlever la responsabilité de l'éducation aux familles, mais doit les inciter dans cette tâche.

3.3 Asile et étrangers

Pour le droit d'asile, la Suisse a une grande tradition humanitaire qui est humaine, raisonnable, équilibrée et solidaire, mais nous devons raccourcir et simplifier les procédures. Les droits de l'homme doivent évidemment être respectés. Tous les abus doivent être combattus, sans pour autant mettre en cause notre tradition humanitaire. Les Suisses et les étrangers doivent apporter leur contribution à la société et doivent collaborer dans un but d'intégration, dans l'esprit de nos lois. Les problèmes d'intégration doivent être résolus de manière ouverte et pragmatique. Nous voulons rendre possible l'immigration ciblée qui correspond aux besoins de notre société et de notre économie.

Dans le but du développement ciblé du travail, les séjours à durée limitée pour les étrangers de pays pauvres doivent être possibles à des fins de formation. Nous nous attendons à ce qu'ils appliquent ce qu'ils ont appris dans leur pays d'origine lors de leur retour. Ainsi notre

contribution au tiers monde va au-delà de la simple contribution financière.

3.4 Formation/Ecole

La formation est une ressource essentielle extrêmement importante. Nous avons besoin d'une formation complète, harmonisée et de qualité, avec les mêmes chances pour tous. La formation professionnelle doit être soutenue et il doit être possible aux jeunes de suivre une formation correspondant à leurs capacités. Il est aussi indispensable d'investir de manière durable et mieux coordonnée dans les hautes écoles et la recherche. Ainsi nous pourrions garder notre rang au niveau mondial et créer des places de travail à forte valeur ajoutée. Nous voulons soutenir et même renforcer la collaboration entre les entreprises et les hautes écoles dans le domaine de la recherche et du développement.

3.5 Santé

Les verts libéraux s'engagent pour un système de santé financièrement acceptable, qui garantit l'accès à la médecine de base. Nous voulons une discussion sur les prestations de bases de la LAMAL, ainsi que sur les possibilités techniques pour prolonger la vie et améliorer la qualité de vie.

Les verts libéraux soutiennent la médecine alternative comme la médecine traditionnelle. Ils favorisent la prévention plutôt que la réparation, l'élimination de la cause plutôt que la lutte contre les symptômes, ainsi que la responsabilité personnelle.

4 Europe

Dans la situation actuelle, nous préconisons la voie des accords bilatéraux. De nouveaux accords bilatéraux ou la possibilité d'une adhésion à la communauté européenne seront examinés minutieusement en temps voulu.

5 Bilinguisme

Le bilinguisme doit être encouragé de tous les points de vue dans le canton de Fribourg. Les administrations cantonales et les autres places de travail (ex : centraux d'appel, hôpitaux, police), qui sont en contact direct avec la population, doivent être occupées par des personnes capables de s'exprimer au moins dans les deux langues.